

PASSÉ LE TEMPS DES UTOPIES

Roland Hureauux

S'il fut un temps, celui de Thomas More ou de Campanella, où les utopies ont pu passer pour un divertissement littéraire sans conséquence, en cette fin d'un XX^e siècle fertile en massacres et atrocités de toutes sortes, nous ne pouvons plus être aussi naïfs.

En effet, les grandes tragédies qui ont marqué ce siècle n'ont pas été le fait de la seule barbarie mais furent au contraire le résultat de projets utopiques que des idéologues ou des fous ont voulu faire entrer de force dans la réalité : le Surhomme ou la société sans classe.

Que l'utopie ait partie liée avec la tragédie ne saurait nous étonner. Les produits de l'esprit humain sont nécessairement plus simples que l'homme lui-même. S'aviser de plier la réalité sociale à un schéma abstrait conçu a priori ne peut donc aboutir qu'à de périlleux exercices. Car il y aura toujours quelque chose qui dépasse. On sera donc amené à tailler dans le réel ce qui ne suit pas les contours du modèle et, s'agissant d'une réalité faite d'êtres de chair et de sang, ce genre de chirurgie sociale a bien des chances de finir en charcutage sanglant.

En matière d'aménagement du territoire, le risque est sans doute moindre car, pour l'essentiel, on traite d'infrastructures matérielles et non point des hommes eux-mêmes. N'empêche : je me suis toujours méfié des plans d'urbanisme sortis du cerveau, fut-il génial, d'un concepteur unique. De quel droit un seul homme aurait-il le droit de déterminer le cadre de vie de milliers de ses concitoyens ? Les cités édifiées *ex nihilo*, telle Brasilia ou encore nos villes nouvelles n'ont pas encore apporté la preuve qu'elles pouvaient offrir un cadre de vie aussi riche, aussi diversifié, aussi complexe, bref aussi vivant qu'une ville édifiée peu à peu au cours d'une longue histoire.

Je me méfie aussi de tout ce qui temps à simplifier le réel : vouloir à tout prix regrouper les petites communes parce qu'on trouve que 36 538, c'est trop (même si le résultat est la plupart du temps de priver le monde rural de son seul véritable avantage comparatif, la faible pression fiscale), dire que la France sera organisée autour de 20 métropoles et 200 pays : derrière la simplicité arithmétique, il y a toujours quelque chose de l'impatience éternelle du scribe (ou du technocrate) devant ce qui grouille, ce qui est divers, coloré, bref ce qui vit mais qui échappe au contrôle.

Bien entendu les grands projets restent nécessaires : les Romains édifiaient déjà des villes, le centralisme parisien est pour une part le résultat d'une volonté politique, poursuivie durant un millénaire par la monarchie capétienne, puis par les différentes républiques. De même certains de nos ports, comme "le Havre de Grâce". La part du volontarisme est importante, pour le meilleur et pour le pire, dans la géographie française.

Il reste qu'une bonne démarche d'aménagement du territoire doit, selon moi, partir d'abord des réalités existantes. Non point pour accompagner, accepter et finalement bénir toutes les évolutions constatées quelles qu'elles soient, comme on a parfois tendance à le faire de nos jours au nom d'un hégélianisme de supermarché qui cherche la norme de l'action dans le sens de l'histoire, lequel n'est la plupart du temps que l'air du temps, c'est à dire la dernière mode à la Cour.

Non, toute évolution n'est pas nécessairement bonne. Il faut mesurer chacune de celles que l'on constate, en particulier en matière territoriale, à l'aune des valeurs humanistes : qu'est-ce qui est bon pour l'homme, qu'est-ce qui ne l'est pas ? Et si l'on juge que certaines évolutions ne sont

pas bonnes : par exemple la désertification des campagnes ou la différenciation croissante des quartiers urbains, il ne faut pas hésiter à tenter de les infléchir, même si le combat ne paraît pas gagné d'avance.

Mais partir des réalités telles qu'elles existent, c'est cela l'aménagement du territoire. Croire que l'on peut avoir prise sur elles, c'est ce que veut dire croire en l'homme.

Roland Hureaux